

PARTIE 1 : GÉNÉRALITÉS

1.1 RÉFÉRENCES

- 1.1.1 Le code de sécurité pour les travaux de construction.
- 1.1.2 Loi sur la santé et la sécurité au travail.
- 1.1.3 CSA 5350 – « Code of practice for safety in demolition of structure ».
- 1.1.4 Ces documents de référence font partie intégrante du présent document et l'Entrepreneur doit nécessairement les avoir en sa possession ou se les procurer pour la préparation de sa soumission.
- 1.1.5 Cahier des charges et devis généraux (CCDG) du Ministère des Transports du Québec – Infrastructure routière – Construction et réparation – Édition 2016.
- 1.1.6 Devis normalisé du Bureau de Normalisation du Québec – BNQ-1809-300 « Conduites d'eau potable et d'égout » - Édition 2007.

1.2 EXIGENCES GÉNÉRALES

- 1.2.1 Prendre connaissance des lois, règlements, décrets et codes de sécurité concernant les travaux régis par cette section du devis et s'y conformer rigoureusement.

1.3 PORTÉE DES TRAVAUX

- 1.3.1 Les travaux inclus dans la présente section comprennent, sans y être limités, la fourniture de tous les matériaux, matériel, approvisionnement et services, main-d'œuvre et transport nécessaires à l'exécution complète des travaux de démolition, déplacement d'équipement, demande et acquisition des permis requis, notamment et sans s'y limiter, l'enlèvement ou l'abandon :
 - .1 Du gazon;
 - .2 Conduites existantes;
 - .3 Puisards existants.

1.4 ASSURANCE DE LA QUALITÉ

- 1.4.1 Exigences des organismes de réglementation : veiller à ce que tous les travaux soient réalisés conformément aux exigences du MDDELCC, aux exigences d'Environnement Canada et à toute la réglementation provinciale/territoriale pertinente.

1.5 TRANSPORT, ENTREPOSAGE ET MANUTENTION

1.5.1 Entreposage et protection

- .1 Protéger les ouvrages existants conformément à la section 31 23 00 – Excavation et remblayage du devis de structure.
- .2 Protéger les ouvrages existants qui doivent demeurer en place ainsi que ceux qui doivent être récupérés ou relocalisés. S'ils subissent des dommages, les remplacer ou les réparer immédiatement, à la satisfaction du représentant du Ministère, sans frais pour ce dernier.

1.5.2 Gestion et élimination des déchets

- .1 Acheminer les matériaux excédentaires vers un site approuvé par le MDDELCC.

1.6 ORDONNANCEMENT

- 1.6.1 Prendre les moyens nécessaires pour s'assurer que le calendrier des travaux est respecté.

- .1 Informer le représentant du Ministère des éventuels retards.

PARTIE 2 : EXÉCUTION

2.1 PRÉPARATION

- 2.1.1 Inspecter le chantier et vérifier avec le représentant du Ministère l'emplacement et l'étendue des ouvrages qui doivent être enlevés, éliminés, valorisés, recyclés, récupérés, relocalisés et de ceux qui doivent demeurer en place.
- 2.1.2 Repérer et protéger les canalisations d'utilités. Protéger les canalisations demeurées en service qui traversent le chantier, de façon à les garder en état de fonctionner.
- 2.1.3 Avant d'entreprendre les travaux de démolition, aviser les entreprises d'utilités publiques afin de connaître la localisation des services souterrains.
- 2.1.4 Installer les clôtures et équipements de sécurité au pourtour des zones de travaux.
- 2.1.5 Débrancher et obturer les canalisations désignées aux plans.

- 2.1.6 Protéger les arbres qui risquent d'être endommagés lors des travaux de construction.
- 2.1.7 Prendre les dispositions nécessaires pour assurer sur le chantier tous les besoins en communication, électricité, eau, chauffage, etc., et ce, à ses frais.
- 2.1.8 Poser tous les repères requis pour l'implantation des travaux et s'assurer que tous les repères nécessaires aux travaux sont installés et adéquatement protégés.

2.2 ENLÈVEMENT

- 2.2.1 Enlever et disposer les ouvrages spécifiés, selon les indications aux plans.
- 2.2.2 L'Entrepreneur doit considérer la présence possible d'armature dans tous les éléments de béton à enlever. Conséquemment, le sciage et l'enlèvement de celle-ci sont inclus dans le prix prévu à la démolition des ouvrages de béton.
- 2.2.3 Il est interdit de déranger les ouvrages désignés comme devant demeurer en place.
- 2.2.4 Pour la démolition et la disposition du cabanon, l'Entrepreneur doit enlever les bases de béton et réparer les surfaces telles que l'existant.
- 2.2.5 Lorsqu'il s'agit de désaffecter, d'enlever ou d'abandonner des tuyaux enterrés sous la surface d'un revêtement existant ou à venir, creuser jusqu'à une profondeur d'au moins 300 mm sous le radier des tuyaux.
 - .1 Toutes les conduites à désaffecter sont soit enlevées, soit emplies de béton maigre et fermées de façon étanche à toutes leurs extrémités.
 - .2 Lorsque la conduite est à abandonner, celle-ci est obligatoirement laissée en place et remplie de béton pour les conduites de diamètre supérieur à 65 mm ou laissée vide pour les conduites de diamètre inférieur à 65 mm.
 - .3 Le remplissage des conduites doit être fait en présence du Représentant du Ministère et la méthode utilisée doit permettre de mesurer le volume de béton injecté. Le volume doit être suffisant pour remplir complètement la conduite.
 - .4 Lorsque la conduite ou une section de conduite est enlevée ou désaffectée, un bouchon étanche doit être installé sur les conduites laissées en place.
 - .5 Lorsqu'un bouchon est installé sur une conduite en service, celui-ci doit être étanche et résistant aux charges et pression du réseau.
 - .6 Suite à la désaffectation ou à l'abandon d'une conduite, la réfection des surfaces affectées par les travaux tels qu'existantes doit être faite. Le coût de ces travaux doit être inclus au prix soumis à l'enlèvement ou l'abandon d'une conduite. La réfection des surfaces doit respecter les exigences de l'article « Réfection des surfaces » de la section 32 92 23 « Engazonnement ».

2.2.6 Enlever le gazon et mettre en dépôt la terre végétale, en vue des travaux de nivellement définitif et d'aménagement paysager.

- .1 Si cette terre n'est pas immédiatement utilisée, prévoir des mesures anti-érosion et des travaux d'ensemencement.

2.2.7 Élimination

- .1 Évacuer les matériaux et équipements non désignés comme devant être récupérés ou réutilisés/réemployés sur le chantier, vers des installations autorisées et approuvées par le MDDELCC.
- .2 Si l'élimination des démolitions a lieu sur le chantier même, remettre en état les aires utilisées à cette fin, à la satisfaction du représentant du Ministère.

2.2.8 Remblayage

- .1 Effectuer les travaux de remblayage aux endroits indiqués et conformément à la section 31 23 00 – Excavation et remblayage du devis de structure.

2.3 ÉVACUATION DES MATÉRIAUX DU CHANTIER

2.3.1 Éliminer les produits et les matériaux qui ne sont pas destinés à une élimination écologique, conformément aux règlements pertinents.

2.4 REMISE EN ÉTAT

2.4.1 Remettre les surfaces et les ouvrages situés à l'extérieur des zones de démolition dans l'état où ils se trouvaient avant le début des travaux. Réparer les zones des passages des véhicules en dehors de la zone de contrat.

2.4.2 Durant les travaux, l'Entrepreneur doit effectuer l'entretien et le nettoyage des surfaces pavées et des bâtiments qu'il a salis ou endommagés. De plus, toutes les dispositions requises pour contrôler la poussière provenant du chantier et de la circulation sur l'ensemble du chantier doivent être prises. L'Entrepreneur doit donc, à ses frais et lorsque requis, fournir et poser tout l'abat-poussière requis pour minimiser les impacts sur les occupants.

2.5 NETTOYAGE

2.5.1 Une fois les travaux terminés, enlever les débris, balayer les surfaces et laisser le chantier propre.

2.5.2 Utiliser des solutions et des méthodes de nettoyage qui ne sont ni nocives pour la santé, ni préjudiciables à la végétation, et qui ne mettent pas en danger la faune, les cours d'eau adjacents et la nappe d'eau souterraine.

FIN DE SECTION

1. Généralités

1.1 MESURAGE AUX FINS DE PAIEMENT

- .1 Les travaux de démolition ne seront pas mesurés aux fins de paiement, mais feront l'objet d'un prix forfaitaire.

1.2 RÉFÉRENCES

- .1 Association canadienne de normalisation (CSA)/CSA International.
 - .1 CSA S350-M1980 (R2003), Code of Practice for Safety in Demolition of Structures.
- .2 Ministère de la Justice du Canada.
 - .1 Loi canadienne sur l'évaluation environnementale (LCEA), 1992, ch. 37.
 - .2 Loi canadienne sur la protection de l'environnement (LCPE), 1999, ch. 33 :
 - .1 Règlement sur les émissions de véhicules routiers et de leurs moteurs, DORS/2003-2.
 - .2 Règlement amendant les règles sur les émissions de véhicules routiers et de leurs moteurs, DORS/2006-268.
 - .3 Loi de 1992 sur le transport des marchandises dangereuses (LTMD), ch. 34.

1.3 DÉFINITIONS

- .1 Matières dangereuses : substances, marchandises, biens et produits dangereux pouvant comprendre, sans toutefois s'y limiter, des poisons, des agents corrosifs, des matières inflammables, des munitions, des explosifs, des substances radioactives et tous les autres matériaux qui, mal utilisés, peuvent avoir des répercussions néfastes sur la santé ou le bien-être des personnes, ou sur l'environnement.
 - .2 Coordonnateur de la gestion des déchets (CGD) : Représentant de l'Entrepreneur, chargé de la supervision des activités liées à la gestion des déchets et de la coordination des exigences concernant les rapports, les documents et les échantillons à soumettre.
 - .3 Audit des déchets (AD) : relevé détaillé des produits et des matériaux dont un bâtiment est constitué. L'audit des déchets englobe l'évaluation, en volume et en masse, des quantités de matériaux et de déchets générés par la déconstruction. Les quantités de matériaux réutilisés/réemployés, recyclés et mis en décharge doivent être indiquées séparément.
 - .4 Plan de réduction des déchets (PRD) : rapport écrit définissant, en fonction des données présentées dans l'audit des déchets (AD), l'ensemble des mesures à prendre pour assurer la réduction, la réutilisation/le réemploi et le recyclage des produits et des matériaux.
-

1.4 DOCUMENTS, ÉCHANTILLONS À SOUMETTRE

- .1 Soumettre les documents et les échantillons requis conformément à la section 01 33 00 - Documents et échantillons à soumettre.
- .2 Avant d'entreprendre les travaux, soumettre un plan détaillé de réduction des déchets conformément à la section 01 74 21 - Gestion et élimination des déchets de construction/démolition.
 - .1 la nature et les quantités prévues, en pourcentage, des matériaux à récupérer et des matériaux réutilisés/réemployés, recyclés et mis en décharge;
 - .2 le plan de démolition sélective;
 - .3 le nombre et l'emplacement des bennes de récupération;
 - .4 la fréquence de collecte prévue;
 - .5 le nom et l'adresse des entreprises de camionnage, des centres de gestion de déchets et organisations acceptant des déchets.
- .3 Fournir, lorsque le Représentant du ministère le demande, des exemplaires des bordereaux de pesage et connaissements, reçus et certifiés, émis par les décharges et les centres de réutilisation/réemploi et de recyclage autorisés, pour tous les matériaux évacués hors du chantier.
 - .1 Obtenir l'autorisation écrite du Représentant du ministère avant d'acheminer les matériaux ailleurs que vers les entreprises de camionnage, les centres de gestion des déchets et/ou les organisations acceptant des déchets, figurant dans le plan de réduction des déchets.
- .4 Soumettre, aux fins d'approbation, des dessins, des schémas ou des détails indiquant l'ordre des travaux de démolition, d'étalement et de reprise en sous-œuvre ainsi que les éléments utilisés pour ce faire. Les dessins doivent porter le sceau et la signature d'un ingénieur compétent reconnu par l'Ordre des ingénieurs du Québec (OIQ).

1.5 ASSURANCE DE LA QUALITÉ

- .1 Exigences réglementaires : veiller à ce que les travaux soient réalisés conformément à la LCPE, la LCEA, la LTMD, et aux règlements provinciaux/territoriaux et municipaux pertinents.
- .2 Réunions.
 - .1 Avant le début des travaux, prendre les arrangements nécessaires avec le Représentant du ministère pour examiner les conditions existantes à proximité de l'endroit des travaux de démolition prévus.
 - .2 Tenir des réunions selon la fréquence définie aux conditions générales.

1.6 GESTION ET ÉLIMINATION DES DÉCHETS

- .1 Trier les déchets aux fins de réutilisation/réemploi et de recyclage conformément à la section 01 74 21 - Gestion et élimination des déchets de construction/démolition.
- .2 Acheminer les matériaux excédentaires vers un site approuvé par le Représentant du ministère.

1.7 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

- .1 Exécuter les travaux selon la section 01 35 43 - Protection de l'environnement.
- .2 Veiller à ce que les travaux de démolition ne produisent aucun effet nuisible sur la faune, la nappe d'eau souterraine et les cours d'eau adjacents, et qu'ils ne génèrent pas des niveaux excessifs de pollution atmosphérique ou acoustique.
- .3 Il est interdit de brûler des déchets et des matériaux sur le chantier.
- .4 Aucun déchet ou matériau de rebut ne doit être enterré.
- .5 Ne pas déverser de déchets ou de matières volatiles, par exemple des essences minérales, des huiles, des lubrifiants à base de pétrole ou des solutions de nettoyage toxiques, dans des cours d'eau ou dans des égouts pluviaux ou sanitaires.
 - .1 Veiller à faire respecter les méthodes appropriées d'élimination de ce type de déchets pendant toute la durée des travaux.
- .6 Ne pas déverser d'eau contenant des matières en suspension dans des cours d'eau, des égouts pluviaux ou sanitaires ou sur les terrains adjacents, que ce soit par pompage ou autrement.
- .7 Assurer l'évacuation des eaux et le confinement des eaux de ruissellement contenant des matières en suspension ou d'autres substances nocives, conformément aux exigences des autorités compétentes et selon les instructions du Représentant du ministère.
- .8 Recouvrir les matières sèches et les déchets ou procéder à leur abattage par voie humide pour empêcher le soulèvement de la poussière et des débris. Appliquer un abat-poussière sur toutes les voies d'accès temporaires.

1.8 CONDITIONS EXISTANTES

- .1 Si des matières ressemblant à des matériaux contenant de l'amiante appliqué à la truelle ou par projection, ou à toute autre substance désignée dangereuse sont découvertes durant l'exécution des travaux, ces derniers doivent être interrompus. Les mesures de prévention appropriées doivent être prises et le Représentant du ministère doit en être informé immédiatement. Ne pas reprendre les travaux avant d'avoir reçu des instructions écrites à ce sujet.

- .2 Prévoir la présence possible de conduits mécaniques ou électriques dans la chape de béton à démolir. Si de tels conduits sont découverts, suivre la procédure suivante :
 - .1 interrompre les travaux dans le secteur à proximité immédiate du conduit;
 - .2 aviser le Représentant du ministère;
 - .3 poursuivre les travaux dans un autre secteur;
 - .4 le Représentant du ministère avisera le ministère qui prendra les mesures nécessaires pour permettre la reprise des travaux. La découverte de conduits enfouis dans la chape ne sera pas considérée comme un motif suffisant pour justifier un délai dans l'exécution des travaux ou une révision du prix;
 - .5 le Représentant du ministère avisera l'Entrepreneur de la procédure à suivre et du moment de la reprise des travaux dans le secteur adjacent au conduit découvert.
- .3 Les conditions existantes consistent en l'état des structures à démolir le jour de l'acceptation de la soumission.
- .4 Enlever, protéger et entreposer les éléments récupérés, selon les directives du Représentant du ministère. Récupérer les éléments désignés par le Représentant du ministère selon les directives reçues.

2. Produits

2.1 MATÉRIAUX ET MATÉRIELS

- .1 Matériel et machinerie lourde.
 - .1 Les véhicules routiers doivent respecter les exigences en matière d'émissions du règlement sur les émissions de véhicules routiers et de leurs moteurs, DORS/2003-2 et du règlement amendant les règles sur les émissions de véhicules routiers et de leurs moteurs, DORS/2006-268, en vertu de la LCPE.
 - .2 Les véhicules tous terrains doivent respecter les exigences en matière d'émissions de la norme EPA CFR 86.098-10 et de la norme EPA CFR 86.098-11.
- .2 Arrêter les machines dès la fin de leur utilisation, sauf si des conditions extrêmes de température exigent un fonctionnement ininterrompu.
- .3 Accès des équipements et de la machinerie.
 - .1 L'entrepreneur demeure le seul responsable de vérifier l'accès potentiel de ses équipements dans l'élaboration de ses méthodes de travail.

2.2 MATÉRIEL DE DÉMOLITION AUTORISÉ

- .1 Le choix du matériel utilisé pour la démolition est assujéti à l'approbation du Représentant du ministère.
- .2 Le Représentant du ministère se réserve le droit de refuser l'utilisation d'équipement d'hydrodémolition. Si l'Entrepreneur désire utiliser un tel équipement, il devra démontrer, à la satisfaction du Représentant du ministère, qu'il est en mesure de protéger les services mécaniques, électriques ou autres. L'Entrepreneur assumera alors les coûts liés à la réparation de tout dommage, même accidentel, résultant de la démolition elle-même ou des infiltrations d'eau générées par cette méthode.
- .3 Suivre les directives suivantes quant à l'utilisation des marteaux pneumatiques manuels :
 - .1 Marteau de 30 kg : utiliser un marteau de calibre 30 kg ou moins pour la démolition complète d'éléments en béton, sauf là où l'utilisation d'un marteau de calibre inférieur est requis. Utiliser ce même calibre de marteau pour la démolition partielle en surface d'éléments horizontaux au-dessus du premier rang de l'armature supérieure.
 - .2 Marteau de 15 kg : utiliser un marteau de calibre 15 kg ou moins pour la démolition d'éléments en béton sur une épaisseur de 100 mm adjacente à un élément en béton à conserver. Utiliser ce même calibre de marteau pour la démolition partielle en surface d'éléments verticaux avant l'atteinte du premier rang de l'armature verticale, ou pour dégager l'armature lors de la démolition partielle d'éléments horizontaux.
 - .3 Marteau de 7 kg : utiliser un marteau de calibre 7 kg ou moins pour la démolition partielle en surface d'éléments verticaux suite à l'atteinte du premier rang de l'armature verticale, pour dégager l'armature. Utiliser ce même calibre de marteau pour la démolition du béton au-dessus de poutres en acier à partir de l'atteinte de l'armature basse de l'élément en béton.
 - .4 Dans le cas de dalle évidée, utiliser le marteau de 15 kg pour la démolition partielle jusqu'à l'atteinte du premier rang d'armature et le matériau de 7 kg pour dégager l'armature.
 - .5 Par exemple, lors de la démolition complète d'une dalle sur poutres avec les poutres à conserver, utiliser le marteau de 30 kg pour la démolition sauf pour les derniers 100 mm au-dessus des poutres pour lesquels le marteau de 15 kg doit être utilisé. Lors de la démolition partielle en surface d'une dalle, le béton est démoli jusqu'à l'atteinte de l'armature supérieure à l'aide du marteau de 30 kg, puis l'armature est dégagée à l'aide du marteau de 15 kg. Dans le cas d'une colonne ou d'un mur, le béton est démoli jusqu'à l'atteinte de l'armature à l'aide d'un marteau de 15 kg, puis l'armature est dégagée à l'aide du marteau de 7 kg.
- .4 Suivre les directives suivantes quant à l'utilisation des marteaux hydrauliques :
 - .1 Le marteau hydraulique de 200 J ou 350 J ne peut être utilisé que pour la démolition complète d'éléments en béton en respectant une distance minimum de 300 mm avec les éléments en béton à conserver.

- .2 Le marteau hydraulique de 60 J peut être utilisé en remplacement du marteau pneumatique de 30 kg selon les indications de l'article 2.2.3.1.
- .5 Suivre les directives suivantes quant à l'utilisation de brise-béton de type cisaille :
 - .1 Le brise-béton de type cisaille ne peut être utilisé que pour la démolition complète d'éléments en béton en respectant une distance minimum de 300 mm avec les éléments en béton à conserver.

3. Exécution

3.1 MESURES DE PROTECTION

- .1 Prendre les mesures nécessaires pour empêcher le déplacement ou l'affaissement des structures, sols adjacents et parties de bâtiments à conserver, et pour éviter qu'ils soient endommagés.
 - .1 Fournir et installer les pièces de contreventement et d'étaie, et effectuer les travaux de reprise en sous-œuvre nécessaires.
 - .2 Le cas échéant, réparer les ouvrages endommagés, lors des travaux de démolition, selon les directives du Représentant du ministère.
- .2 Bien étayer les structures ou les ouvrages visés. Si les travaux de démolition semblent constituer un danger pour le reste de la structure ou de l'ouvrage, pour les structures ou les ouvrages adjacents ou pour les canalisations d'utilités, prendre les mesures de précaution appropriées, arrêter les travaux et en aviser le Représentant du ministère.
- .3 S'assurer que les démolitions n'obstruent pas le système d'évacuation des eaux de surface ainsi que les systèmes électriques et mécaniques qui doivent demeurer en fonction.

3.2 MÉTHODES DE DÉMOLITION

- .1 Le choix des méthodes, techniques et équipements de démolition est laissé à la discrétion de l'entrepreneur.
 - .1 Soumettre la procédure détaillée envisagée au Représentant du ministère une semaine avant le début des travaux.
 - .2 Suivre les indications de l'article 2.2 pour déterminer les méthodes et équipements de démolition.
- .2 Si, de l'opinion du Représentant du ministère ou des représentants des organismes de sécurité, les méthodes de démolition préconisées par l'Entrepreneur risquent de causer des dommages ou inconvénients aux personnes, à la propriété ou à l'environnement, ces premiers peuvent exiger que l'Entrepreneur soumette des méthodes de démolition alternatives.

- .3 L'intervention du Représentant du ministère ne dégage pas l'Entrepreneur de ses responsabilités. Inversement, s'il n'y a pas intervention du Représentant du ministère, cela ne constitue pas pour autant une approbation des moyens ou des méthodes de l'Entrepreneur.
- .4 Les méthodes de démolition employées par l'Entrepreneur doivent être contrôlables. L'entrepreneur doit contrôler parfaitement toutes les phases et être en mesure de prévoir l'effet de ses actions sur l'élément en cours de démolition et sur les parties subsistantes. En particulier, l'Entrepreneur doit éviter de surcharger de débris des parties de l'ouvrage de façon à prévenir leur dommage.
- .5 Tous les travaux de démontage d'une charpente métallique doivent être exécutés conformément à l'article 3.24. « Travaux de montage ou de démontage d'une charpente métallique » du Code de sécurité pour les travaux de construction du Québec.

3.3 TRAVAUX PRÉPARATOIRES

- .1 Exécuter les travaux conformément à la section 01 35 29.06 - Santé et sécurité.
- .2 Débrancher et réacheminer les canalisations des branchements électriques et téléphoniques des ouvrages ou des structures à démolir.
 - .1 Poser des plaques d'avertissement sur le matériel et les canalisations électriques qui doivent demeurer sous tension pendant les travaux de démolition afin d'alimenter d'autres ouvrages.
- .3 Débrancher et obturer les canalisations désignées des installations mécaniques.

3.4 SÉCURITÉ

- .1 L'Entrepreneur est responsable d'assurer la sécurité du chantier en tout temps y compris en dehors des heures de travail.
- .2 Installer, conformément aux lois, codes et règlements en vigueur, les clôtures, les abris de sécurité, les garde-corps, les rails, l'éclairage, les écriteaux d'avertissement adéquats, etc. au cours de l'exécution des travaux afin de protéger complètement le public, le ministère et ses Représentants contre des pertes ou dommages d'ordre matériel, des pertes de vie ou des blessures imputables à des négligences, à l'insouciance ou à l'incompétence de l'Entrepreneur ou de ses employés.
- .3 Lorsque requis, l'Entrepreneur doit ériger des panneaux de protection pour empêcher les éclats d'atteindre les installations ou les équipements existants.
- .4 Il est interdit de recourir au dynamitage pour l'exécution des travaux de démolition.

3.5 CONTRÔLE DES VIBRATIONS

- .1 Réduire les vibrations transmises au sol pour ne pas endommager les ouvrages ou les structures à conserver.

- .2 À proximité des ouvrages ou des structures, la vitesse particulière de pointe ne doit pas excéder 25 mm/s à l'emplacement des ouvrages ou des structures.

3.6 OUVRAGES PROVISOIRES, ÉTAIEMENTS ET SOUTÈNEMENT TEMPORAIRE

- .1 Lors des travaux de démolition, l'Entrepreneur doit prévoir les ouvrages provisoires, le soutènement temporaire et l'étalement des ouvrages au besoin. L'Entrepreneur doit assurer l'intégrité structurale de l'ouvrage incluant la stabilité des murs de béton pendant les travaux, autant sous l'effet des sollicitations verticales que latérales.
- .2 Les ouvrages à étayer et la méthode retenue pour le faire sont sous la responsabilité de l'Entrepreneur et doivent être approuvés par le Représentant du ministère. Les plans d'étalement fournis au Représentant du ministère pour approbation doivent porter le sceau et la signature d'un ingénieur compétent, reconnu dans le domaine, et membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec (OIQ).
- .3 Fournir les contreventements, échafaudages, échelles, chutes, etc. requis pour les travaux d'étalement.
- .4 Soumettre une lettre signée par un ingénieur compétent reconnu et certifié par l'Ordre des ingénieurs du Québec (OIQ), attestant que la construction des étalements temporaires, ouvrages provisoires et soutènements temporaires est conforme à ses plans soumis avant la mise en charge de l'ouvrage. L'ingénieur attestant de la conformité des étalements temporaires doit visiter les installations préalablement à la production de la lettre et annexer son rapport de visite à celle-ci.
- .5 Si l'Entrepreneur n'utilise pas d'étalements, le Représentant du ministère pourra exiger qu'il démontre que des étalements ne sont pas nécessaires par le biais d'une attestation signée par un ingénieur qualifié membre de l'OIQ.

3.7 DÉMOLITION

- .1 Exécuter les travaux de démolition nécessaires pour permettre la réalisation des travaux indiqués, et ce, en coordonnant la localisation des éléments de structure existants et projetés, selon les besoins d'étalement temporaire.
 - .2 Ne pas utiliser les matériaux de démolition comme matériaux de remblai pour les sous-sols ou les excavations à ciel ouvert. Retirer des sous-sols ou des excavations à ciel ouvert les morceaux de béton et de maçonnerie provenant de la démolition.
 - .3 Enlever le matériel, les canalisations et les autres éléments qui gênent la remise en état ou la réparation des surfaces existantes, et les remettre en place au fur et à mesure de l'avancement des travaux.
-

- .4 À la fin de chaque journée de travail, s'assurer que l'ouvrage est sûr et stable.
 - .1 Protéger en tout temps contre les éléments extérieurs (intempéries, etc.) les surfaces intérieures des parties qui ne seront pas démolies.
- .5 Exécuter les travaux de démolition de manière à soulever le moins de poussière possible. Garder les matériaux mouillés selon les directives du Représentant du ministère.
- .6 Enlever les éléments de charpente.
- .7 Si, par manque de précaution, l'armature à conserver est endommagée et ne peut être réutilisée, l'Entrepreneur devra la remplacer adéquatement et à ses frais.
- .8 Il est interdit d'éliminer les matériaux prescrits autrement que par la méthode écologique précisée par le Représentant du ministère ou qu'en les réservant pour son propre usage.
 - .1 Il est interdit d'évacuer ces matériaux vers une décharge ou de les incorporer à un flux de déchets destinés à une décharge.
 - .2 La personne qui représente sur place le Représentant du ministère, pour ce qui est de la valorisation des déchets, pourra, en temps et lieu, proposer d'autres méthodes d'élimination des déchets de démolition.
- .9 Sauf indication contraire, enlever et évacuer du chantier les matériaux de démolition, en respectant les exigences des autorités compétentes.
- .10 Ne pas exécuter de travaux de démolition lors des périodes suivantes :
 - .1 La semaine, de nuit, entre 15 h 30 et 8 h 00 ;
 - .2 La fin de semaine, de jour ou de nuit, entre vendredi 15 h 30 et lundi 8 h 00 ;
 - .3 Les jours fériés, de jour ou de nuit.
- .11 À la fin de chaque journée de travail, fermer toutes les sources d'éclairage sauf celles qui sont utilisées à des fins de sécurité.

3.8 MISE EN DÉPÔT

- .1 Étiqueter clairement tous les matériaux mis en dépôt en indiquant la nature et la quantité de matériaux récupérés.

3.9 ÉVACUATION DES MATÉRIAUX DU CHANTIER

- .1 S'ils gênent la progression des travaux, les matériaux mis en dépôt doivent être évacués selon les directives du Représentant du ministère.
- .2 Évacuer les matériaux de nature semblable mis en dépôt et devant être éliminés selon la même méthode écologique, une fois la collecte de ces matériaux terminée.

- .3 Procéder au transport des matériaux destinés à une élimination écologique en faisant appel aux entreprises de camionnage, installations de traitement et organisations acceptants des déchets, approuvées et indiquées dans le plan de réduction des déchets, conformément à la réglementation pertinente.
 - .1 Une autorisation écrite du Représentant du ministère doit être obtenue pour recourir à des entreprises de camionnage, installations de traitement et organisations acceptants des déchets autres que celles qui sont indiquées dans le plan de réduction des déchets.
- .4 Éliminer les produits et les matériaux qui ne sont pas destinés à une élimination écologique, conformément aux réglementations pertinentes.
 - .1 Utiliser des décharges approuvées, indiquées dans le plan de réduction des déchets.
 - .2 Une autorisation écrite du Représentant du ministère doit être obtenue si l'on veut acheminer les produits et les matériaux vers des décharges autres que celles indiquées dans le plan de réduction des déchets.

3.10 NETTOYAGE DES LIEUX

- .1 La zone des travaux et les lieux adjacents doivent être nettoyés pour être remis à l'état où ils étaient avant le début des travaux, à la satisfaction du Représentant du ministère.
- .2 L'emplacement d'un ouvrage démoli doit être nettoyé et sécurisé. Tout élément susceptible de causer des accidents, nuire à la santé publique ou constituant un risque d'incendies doit être évacué.

FIN DE SECTION